

1. Propos liminaires

En France l'Etat est au centre de toutes les joutes idéologiques, au coeur de toutes les passions. Pourtant, paradoxalement, l'auteur remarque que, mis à part brûlots et autres opuscules qui encombrant l'édition, peu d'études sérieuses sont publiées sur le sujet.

Pierre Rosanvallon esquisse un début de réflexion pour tenter de mieux saisir ce paradoxe. D'abord, l'Etat est à ce point présent dans l'environnement social que l'on croit le connaître. Dès lors, pourquoi s'interroger sur un concept que l'on manie au quotidien ? Pourquoi investir un champ que chacun est persuadé de maîtriser ? Ensuite, s'abritant derrière les théories libérales de l'Etat (Alexis de Tocqueville et Benjamin Constant), derrière les théories révolutionnaires (Louis Blanc, Proudhon) derrière la théorie de l'Etat bourgeois (Karl Marx), la pensée se fourvoie. On croit étudier la question de l'Etat alors que l'on s'intéresse en fait à un champ bien plus large, et l'Etat reste un concept en friche.

Bref, la pensée se heurte à deux écueils. D'une part, l'idée selon laquelle on croit connaître l'Etat, et d'autre part, des théories qui agissent comme autant d'écrans de fumée derrière lesquels se dissimule l'Etat.

Le dessein de cet ouvrage est « de rompre ce cercle vicieux ». Il ambitionne « de dégager une *méthode* et de fixer un *cadre* » grâce auxquels des recherches fouillées pourront être entreprises.

Avant de s'intéresser à la démarche que l'auteur propose pour « penser l'Etat », il est nécessaire de réinscrire cet ouvrage dans le temps présent. L'essai de Pierre Rosanvallon reste toujours un livre de référence, actualisé à la fin des années 1990 par *La crise de l'Etat-Providence*. Mais, treize ans se sont écoulés depuis cette parution. Treize années qui permettent d'apporter quelques nuances au postulat de l'auteur. L'Etat reste un objet mystérieux et peu étudié. Pourtant, la façon de l'aborder connaît une réelle évolution. En témoignant d'une véritable volonté de réforme, les gouvernements successifs, accompagnés par quelques intellectuels, s'obligent à regarder l'Etat dans toute sa complexité. Plus que jamais, il est au coeur des préoccupations françaises. Toutefois, il ne s'agit plus seulement de s'intéresser au déficit ou à la dette publique ou de compter jusqu'à l'obsession le nombre de fonctionnaires, il s'agit de repenser un Etat stratégique et efficace qui réponde aux enjeux de notre temps. A ce titre, l'ouvrage collectif conduit par Bernard Spitz et Roger Fauroux (*Notre Etat*, 2000) est remarquable. Liant histoire, philosophie, science administrative et institutionnelle, témoignages de hauts fonctionnaires et de politiques, il établit un diagnostic précis des pesanteurs qui entravent l'Etat pour lui permettre de se projeter dans l'avenir. Enfin ne pensons pas que l'Etat ne se réforme pas. D'Hugues Capet à Bonaparte et de Bonaparte à nos jours, l'Etat témoigne d'une incroyable capacité d'adaptation. L'Etat n'est pas sclérosé, il parvient à initier le changement. Mais, souvent ces changements sont imperceptibles pour les citoyens. Le grand soir agit aux yeux des individus comme un feu d'artifice qui déchire la nuit mais il est probablement moins efficace qu'une loi comme la Loi organique relative aux finances publiques du 1^{er} août 2001 qui changera profondément et sans grand tapage l'architecture et les habitudes de l'Etat.

2 Les conditions d'une histoire de l'Etat

L'auteur distingue quatre « impératifs de méthode », nécessaire pour aborder une réflexion sur ce qu'est l'Etat.